

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 53 | 21-27 juin 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 200 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

25 juin : Vingt et une associations d'avocats et organisations de la société civile ont [publié](#) une déclaration commune appelant les autorités à libérer Mehmet Emin Özkan, un détenu de 83 ans qui souffre de graves problèmes de santé.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

21 juin : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) qu'il n'y avait pas de violation des droits concernant l'emprisonnement de l'ancien chef des services de renseignement de la police, Zeki Güven, retrouvé mort dans sa cellule de prison à Ankara 40 jours après sa détention en 2018. Güven avait été emprisonné en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus

respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

21 juin : La police d'Istanbul a [attaqué](#) un pique-nique organisé par des groupes LGBT, détenant brièvement une personne.

21 juin : La police d'Ağrı a brièvement [détenu](#) le dirigeant local du HDP, Cemal Akar, pour avoir prononcé un discours lors d'une manifestation visant à protester contre l'attaque de la semaine dernière contre le bureau du parti à İzmir.

21 juin : Le bureau du gouverneur d'Ağrı a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

22 juin : La police d'Istanbul est [intervenue](#) contre un concert de rue organisé pour protester contre une décision controversée annoncée par le président d'interdire la musique après minuit, détenant brièvement sept personnes.

23 juin : Le ministère de la Jeunesse et des Sports a [annulé](#) les prêts étudiants et les bourses d'au moins 100 étudiants universitaires parce qu'ils ont participé aux manifestations contre la nomination d'une personnalité pro-gouvernementale comme nouveau recteur de l'université Boğaziçi d'Istanbul en janvier.

24 juin : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 10 personnes, dont des membres du HDP, pour avoir participé à des manifestations visant à protester contre l'attaque de la semaine dernière contre le bureau du parti à İzmir.

24 juin : Les forces de l'ordre turques sont [intervenues](#) dans 320 manifestations pacifiques à travers le pays et ont détenu au moins 2 123 personnes entre janvier et mai 2021, selon un groupe de défense des droits basé à İstanbul.

24 juin : Le bureau du gouverneur d'Istanbul a [interdit](#) une marche de la fierté LGBT prévue pour le 26 juin. Après que les organisateurs aient mis leur plan à exécution et tenu la marche comme prévu, la police l'a violemment [bloquée](#), arrêtant 47 personnes.

26 juin : Le bureau d'un gouverneur de district à İstanbul a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une journée. Cette décision fait suite à des appels à une manifestation devant un palais de justice.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

22 juin : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un tweet posté par le journaliste Erk Acarer sur les allégations selon lesquelles une organisation caritative pro-gouvernementale aurait envoyé de l'aide à un groupe djihadiste en Syrie.

22 juin : Ibrahim Akkuş, un reporter basé à Samsun, a été [agressé](#) physiquement par les employés d'une entreprise de construction après un reportage sur les prétendues déficiences d'un bâtiment hospitalier.

22 juin : A Kocaeli, une foule a [agressé](#) le journaliste Mustafa Uslu alors qu'il suivait l'actualité locale.

22 juin : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à deux adresses web utilisées par le site JinNews.

23 juin : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter le journaliste Mustafa Sönmez de l'accusation d'insulte au président. Sönmez était jugé pour ses messages sur les réseaux sociaux.

24 juin : Un procureur d'Istanbul a [requis](#) des peines de prison pour les journalistes Hazal Ocak, Vedat Arık, Olcay Büyüктаş Akça et İpek Özbey pour avoir prétendument "désigné des responsables de la lutte contre le terrorisme comme cible" et "violé l'intimité de la vie personnelle", suite à leurs reportages sur la construction illégale présumée d'un assistant présidentiel sur un terrain appartenant à une fondation.

24 juin : Les autorités ont [décidé](#) de bloquer l'accès à la chaîne YouTube ainsi qu'aux comptes Twitter et Instagram de Sedat Peker, un mafieux qui fait des révélations sur les relations entre l'État et la mafia depuis début mai. Les plateformes, bien qu'ayant récemment nommé des représentants de la Turquie pour se conformer à une législation controversée sur la censure en ligne, n'ont pas encore appliqué la décision.

25 juin : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux tweets concernant des allégations de blanchiment d'argent sur un homme d'affaires proche du gouvernement.

25 juin : Un tribunal d'Izmir a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages et aux tweets concernant des allégations selon lesquelles l'assaillant qui a perpétré l'attaque de la semaine dernière contre le bureau du HDP d'Izmir fréquentait un hôtel géré par le bureau du gouverneur d'Izmir.

26 juin : Bülent Kılıç, un photographe de l'AFP, a été détenu pendant plusieurs heures alors qu'il couvrait une marche des fiertés LGBT à İstanbul. Des images diffusées sur les réseaux sociaux ont [montré](#) Kılıç maintenu au sol par des agents, qui appuyaient sur son corps avec leurs genoux.

27 juin : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse web utilisée par l'agence de presse Etkin.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

22 juin : La police d'Istanbul a [placé](#) en détention Hatice Onaran, cadre provincial de l'Association des droits de l'homme (İHD), dans le cadre d'une enquête menée à Edirne.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

22 juin : [Süleyman Özışık](#), un journaliste connu pour ses liens étroits avec le parti au pouvoir, a affirmé qu'il avait participé à la réintégration de milliers de personnes qui avaient été démis de leurs emplois publics en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen après la tentative de coup d'État de 2016. Les groupes de défense des droits et les organisations internationales ont fréquemment critiqué la purge massive des travailleurs du secteur public opérée par le

gouvernement turc après le coup d'État, estimant qu'elle ne respectait pas la procédure régulière et qu'il n'existait pas de recours effectif pour les personnes démisées de leurs fonctions.

MINORITÉ KURDE

21 juin : La police d'Ağrı a brièvement [détenu](#) le dirigeant local du HDP, Cemal Akar, pour avoir prononcé un discours lors d'une manifestation visant à protester contre l'attaque de la semaine dernière contre le bureau du parti à İzmir.

21 juin : La Cour constitutionnelle a [accepté](#) l'acte d'accusation demandant la fermeture du HDP.

24 juin : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 10 personnes, dont des membres du HDP, pour avoir participé à des manifestations visant à protester contre l'attaque du bureau du parti à İzmir la semaine dernière.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

27 juin : Orhan İnanđı, un éducateur turco-kirghize porté disparu à Bichkek le 31 mai, est resté introuvable tout au long de la [quatrième semaine](#) de sa disparition. Les membres de sa famille soupçonnent qu'il est retenu contre son gré à l'ambassade de Turquie à Bichkek. Le 23 juin, un avocat représentant İnanđı a [publié](#) des photos d'un ancien fonctionnaire kirghize soupçonné d'être impliqué dans la disparition.

AUTRES MINORITÉS

26 juin : Un policier impliqué dans la violente attaque d'une marche des fiertés LGBT à İstanbul a [posté](#) un message sur les réseaux sociaux dans lequel il qualifie les personnes LGBT de "handicapés sexuels."

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

23 juin : Un incendie qui s'est déclaré dans un centre de rapatriement à İzmir a [coûté](#) la vie à Ahmed Maslem, un migrant syrien de 21 ans.

23 juin : Amnesty International a publié un [rapport](#) qui indique que les forces frontalières grecques détiennent violemment et illégalement des groupes de réfugiés et de migrants avant de les renvoyer sommairement en

Turquie, ce qui contrevient aux obligations du pays en matière de droits humains en vertu du droit européen et international.

23 juin : Des rapports [indiquent](#) que de nombreux réfugiés en Turquie ont été exclus de la campagne de vaccination Covid-19 du pays en raison de la barrière de la langue et d'un manque de connaissance de leurs droits.

24 juin : Des rapports ont [révélé](#) que les migrants amenés en Turquie depuis l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran par des trafiquants d'êtres humains sont souvent condamnés à résider dans des granges vides ou des maisons non meublées dans une province de l'est du pays avant de pouvoir voyager vers l'ouest.

24 juin : L'UE [envisage](#) de verser 3,5 milliards d'euros à la Turquie pour qu'elle continue à accueillir des réfugiés syriens jusqu'en 2024, selon des rapports.

27 juin : Deux migrants en situation irrégulière sont [tués](#) et 12 blessés à la suite d'une fusillade entre un passeur présumé et les forces de gendarmerie dans la province de Siirt (sud-est).

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

21 juin : Un tribunal de Sivas a [condamné](#) la journaliste Aslihan Gencay à six mois et sept jours de prison pour avoir "empêché un fonctionnaire d'accomplir son devoir", en raison de sa résistance aux fouilles corporelles alors qu'elle était détenue à la prison de Sivas.

22 juin : La police d'Istanbul a [agressé](#) physiquement et verbalement cinq personnes lors de perquisitions à domicile pour les détenir dans le cadre d'une enquête sur un groupe politique de gauche.

24 juin : Les gardiens d'une prison de Şırnak ont [agressé](#) physiquement un détenu lors d'une fouille corporelle.

24 juin : Un [rapport annuel](#) publié par la Fondation des droits de l'homme de Turquie indique que 404 personnes ont été torturées en Turquie l'année dernière.

26 juin : Des agents de la police municipale de Bursa ont [agressé](#) physiquement un vendeur ambulant après une dispute.

DROITS DES FEMMES

24 juin : Des députés de l'opposition ont [quitté](#) une commission parlementaire sur la violence contre les femmes, au motif que l'objectif de la commission était de justifier la décision controversée du président Recep Tayyip Erdoğan de retirer la Turquie de la Convention d'Istanbul.